

Ways of Europe

De la démocratie et de la jeunesse
à l'avenir de l'Europe

Ways of Europe a pour ambition de redéfinir l'engagement citoyen et l'accès à la démocratie dans l'UE en amplifiant les voix sous-représentées. Les partenaires du projet se sont réunis à Bruxelles en février 2025 à l'occasion d'un événement transnational consacré aux thèmes de la démocratie et de la jeunesse. L'événement comprenait une discussion avec des député·e·s européen·ne·s et d'autres participant·e·s sur le rôle de l'UE et de la société civile, le partage de bonnes pratiques pour reconnecter les jeunes à la politique, ainsi que le rôle de l'art dans l'engagement. Les revendications suivantes sont issues de ces échanges.

Trop de jeunes à travers l'Europe se sentent abandonné.e.s, non seulement parce qu'ils vivent dans des périphéries urbaines ou rurales, mais aussi parce qu'ils expérimentent une marginalité sociale, économique et émotionnelle. Le logement précaire, les emplois instables, la discrimination et l'érosion des services publics rendent difficile d'imaginer un avenir, encore moins d'y participer. Quand la vie quotidienne devient une lutte, la participation apparaît comme un luxe. Nous exigeons que l'Union européenne reconnaisse ces conditions comme centrales dans la crise de la participation démocratique. Les politiques doivent garantir le droit à la stabilité, à la dignité, à l'éducation, au logement et aux soins de santé — car sans cela, la démocratie reste une promesse vide.

Nous croyons que la démocratie commence dans les espaces du quotidien — écoles, centres de jeunes, communautés — là où l'on apprend à être vu·e, entendu·e et à prendre part. Elle se construit dans les relations, la confiance et la prise de décisions partagées. La participation nécessite une présence et une attention : une écoute à la fois relationnelle et politique, et des espaces où s'exprimer et agir ensemble. Nous appelons à des politiques publiques qui soutiennent ces espaces — en reconnaissant l'éducation non formelle, les pratiques communautaires et le rôle démocratique essentiel des éducateur·trice·s, travailleur·se·s jeunesse et organismes culturels. La démocratie doit se vivre au quotidien, enracinée dans l'équité, la créativité et la responsabilité mutuelle.

Nous demandons une refonte fondamentale du système éducatif formel à travers l'Europe. Les écoles doivent être plus que des lieux de transmission passive — elles doivent devenir des environnements dynamiques où les jeunes apprennent à s'exprimer, participer et assumer leur rôle de citoyen·ne·s démocratiques. Aujourd'hui, les élèves sont trop souvent relégué·e·s à une position de « non-savoir », invité·e·s à écouter sans contribuer, tandis que les espaces de créativité, d'art et de débat se réduisent. L'éducation à la citoyenneté est souvent cantonnée à du remplissage ou assurée par des enseignant·e·s peu formé·e·s, renforçant l'idée que la participation est secondaire ou inutile. Cela mine la confiance des jeunes dans leur capacité à influencer le monde qui les entoure. L'Union Européenne doit promouvoir un système éducatif qui favorise la pensée critique, l'engagement politique et la participation réelle — en synergie avec l'éducation non formelle, le travail de jeunesse et les initiatives communautaires. La démocratie de demain commence avec l'éducation d'aujourd'hui.

Nous pensons que l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans est une étape importante vers l'inclusion politique, mais elle doit s'accompagner d'un réel soutien à la compréhension politique. Dans nos expériences avec *Words of Europe* et *Ways of Europe*, nous avons constaté que de nombreux jeunes — y compris ceux ayant plus de 18 ans — peinent à se connecter à la politique, non par apathie, mais parce qu'ils ne disposent pas d'outils accessibles et significatifs pour la comprendre. Le paysage politique actuel est complexe, et les réseaux sociaux brouillent souvent plus qu'ils n'éclairent. C'est pourquoi nous demandons un investissement accru dans l'éducation à la citoyenneté et à l'esprit critique face aux médias, ainsi qu'une reconnaissance formelle du travail essentiel réalisé par les travailleur·se·s jeunesse, les

éducateur·trice·s et les associations. Le droit de vote doit s'accompagner de la capacité à comprendre ce qui est en jeu — et c'est notre responsabilité collective de cultiver cette capacité chez tou·te·s les citoyen·ne·s

Nous exigeons que l'Union Européenne donne la priorité à l'art, à la culture et aux médias comme langages essentiels de l'engagement politique. L'art n'est pas une décoration — c'est une pratique transformatrice qui permet l'expression, remet en question les récits dominants et crée du lien. La créativité permet aux jeunes, notamment ceux qui sont réduits au silence par l'exclusion ou la discrimination, de trouver leur voix et de s'en servir. Les institutions doivent soutenir les formes artistiques et numériques d'expression politique, les espaces qui relient les récits locaux aux conversations européennes, et les pratiques créatives dans l'éducation qui dépassent les limites du formalisme.

Nous exigeons que les outils démocratiques comme l'Initiative Citoyenne Européenne et la Conférence sur l'Avenir de l'Europe deviennent des mécanismes permanents et efficaces menant à de véritables changements politiques, et non à de simples consultations symboliques. La participation doit être une expérience continue, vécue — et non un événement exceptionnel — ancrée dans la confiance, la présence et la décision partagée. Nous demandons l'implication structurelle de la société civile dans l'élaboration des politiques, la création d'espaces démocratiques à tous les niveaux — du local au transnational — et l'allocation de ressources adéquates pour garantir que tout le monde, en particulier les plus marginalisé·e·s, puisse participer pleinement, quel que soit leur statut légal ou social.

Nous exigeons que toutes les politiques au sein des institutions européennes soient réexaminées avec une approche intersectionnelle. Les inégalités étant interconnectées par nature, les politiques doivent être évaluées et harmonisées selon leur impact potentiel sur les communautés marginalisées. Cela garantit qu'aucune législation ne soit adoptée sans prendre en compte ses conséquences, renforçant ainsi la confiance dans le processus et les institutions.

Nous rejetons la notion de « cas impossibles ». Quand la participation échoue, ce n'est pas parce que les gens sont injoignables, mais parce que les systèmes n'ont pas su écouter, s'adapter ou inclure. Nous exigeons que les institutions assument la responsabilité de créer les conditions propices à l'engagement de tou·te·s. Cela signifie investir dans des environnements accessibles, inclusifs et bienveillants — notamment pour celles et ceux qui font face à des obstacles structurels. Chaque personne, et tout particulièrement chaque jeune, a le droit d'être vue, entendue et prise au sérieux dans la construction de l'avenir de l'Europe.

Nous appelons les institutions à renforcer leur engagement pour l'inclusion, le respect et l'égalité, en créant des mécanismes efficaces pour contrer les discours haineux et la désinformation qui menacent la cohésion démocratique et sociale. L'Union européenne doit s'opposer fermement aux tentatives de division et de déstabilisation des valeurs démocratiques.

Nous imaginons une Europe qui ne soit pas seulement démocratique en principe, mais démocratique en pratique — enracinée dans l'équité et la participation réelle. Cela signifie construire un avenir où la démocratie est continue plutôt que épisodique, où la participation va au-delà des gestes symboliques pour devenir véritablement transformatrice, et où l'éducation et le soin sont reconnus comme des actes politiques essentiels à la justice. Nous appelons les institutions, la société civile, les éducateur·trice·s et les jeunes à co-construire ensemble cet avenir.

